

Délibération n°2007-180 du 2 juillet 2007

Réglementation – Retraite – régime général – Sexe - Observations juridiques **Article L351-4 du code de la sécurité sociale – Majorations de durée d'assurance**

La haute autorité a été saisie d'une réclamation relative au refus de la CNAV de faire bénéficier le réclamant des avantages de l'article L351-4 du code de la sécurité sociale en matière de majorations de durée d'assurance et ce, du fait que ces dernières sont réservées aux seules mères de familles. Le Collège relève l'incompatibilité de l'exclusion des pères de familles de tels avantages avec les stipulations de l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme combinées à l'article 1 du Protocole additionnel à cette convention. La haute autorité présentera ses observations devant la Cour d'appel de Paris.

Le Collège :

Vu l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et l'article 1 du premier Protocole additionnel à la Convention,

Vu la directive 79/7/CEE du 19 décembre 1978 relative à la mise en œuvre progressive du principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale,

Vu la loi n°2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité et notamment l'article 11,

Vu le décret n°2005-215 du 4 mars 2005 relatif à la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité,

Vu la délibération n°2005-43 du Collège de la haute autorité,

Sur proposition du Président,

Décide :

La haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité a été saisie par courrier du 6 décembre 2005, d'une réclamation de Monsieur C.

Dans cette affaire, le Collège a adopté le 27 mars 2006 la délibération n°2006-35 aux termes de laquelle il a relevé l'incompatibilité des dispositions de l'article L351-4 du code de la sécurité sociale relatif à l'exclusion des pères de familles des majorations de durée d'assurance avec les stipulations de l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme combinées à l'article 1 du Protocole additionnel à cette convention. Le Collège

avait également invité le réclamant à solliciter le tribunal des affaires de sécurité sociale afin que la haute autorité puisse présenter ses observations (procédure antérieure à la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances). Le réclamant n'a pu régulariser cette procédure.

Le réclamant, qui a saisi à nouveau la haute autorité le 18 mai 2007, s'estime victime d'une discrimination fondée sur le sexe quant aux conditions de liquidation de sa pension de retraite (régime général de la sécurité sociale). Il souhaite que la haute autorité puisse intervenir lors de l'instance d'appel actuellement pendante.

Père de deux enfants qu'il a élevés seul, le réclamant conteste la décision de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) en raison de la non-prise en compte, dans le calcul des trimestres retenus, d'une majoration de durée d'assurance réservée aux seules femmes au titre des huit premières années durant lesquelles elles ont élevé un enfant. Cette décision a été confirmée par la Commission de recours amiable et le tribunal des affaires de sécurité sociale de Paris. Le réclamant a interjeté appel devant la Cour d'appel de Paris.

La discrimination sexiste résulterait de l'article L351-4 du code de la sécurité sociale, issu de la loi n°2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, qui ne réserve cet avantage qu'aux mères, et exclut par voie de conséquence, les pères ayant élevé leurs enfants.

Le régime général de retraite est directement réglé par la loi, à l'exclusion de tout élément de concertation au sein de l'entreprise, et obligatoirement applicable à des catégories générales de travailleurs. Il est, en outre, moins fonction du rapport d'emploi entre employeur et travailleur que de considérations de politique sociale. Au regard des critères élaborés par la CJCE, notamment dans l'arrêt DEFRENNE du 25 mai 1971, il est donc un régime de retraite *légal* et non professionnel.

L'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme (CEDH) stipule que « *la jouissance des droits et libertés reconnues par la présente convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe (...)* ».

L'article 1er du premier protocole additionnel à cette convention stipule, quant à lui, que « *toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international* ».

Le Conseil d'Etat a jugé que les pensions de retraite constituaient une créance devant être regardée comme un bien au sens de cette stipulation. Il a précisé, sur cette base, qu'une différence de traitement liée à la jouissance de l'un des droits garantis par la Convention, entre des personnes placées dans une situation analogue est discriminatoire, au sens de l'article 14 de la CEDH, « *si elle n'est pas assortie de justifications objectives et raisonnables, c'est-à-dire si elle ne poursuit pas un objectif d'utilité publique ou si elle n'est pas fondée sur des critères objectifs et rationnels en rapport avec les buts de la loi* » (CE, 30 novembre 2001, DIOP).

Il convient donc de déterminer si le fait de réserver aux femmes des avantages dans le calcul de leur pension de retraite peut être regardé comme reposant sur un critère objectif et raisonnable eu égard à l'objet des majorations d'assurances.

L'article D351-1-7 du code de la sécurité sociale dispose qu'« *il est attribué un trimestre d'assurance à compter de la naissance ou de l'adoption d'un enfant (...), puis, dans la limite de sept trimestres pour chaque bénéficiaire de la majoration et jusqu'au seizième anniversaire de l'enfant, un trimestre d'assurance supplémentaire, à chacune de ses dates anniversaires* ».

Ces avantages accordés aux femmes ayant élevé des enfants ne visent donc pas à compenser les désavantages liés au congé de maternité ou à l'éloignement du service après l'accouchement, ni à les aider à mener leur vie professionnelle sur un pied d'égalité avec les hommes, mais uniquement à leur offrir, au moment de leur départ à la retraite, certains avantages en lien avec la période consacrée à *l'éducation* des enfants. Le traitement différencié des hommes et des femmes n'apparaît donc pas justifié au regard de l'objectif de la mesure qui est de prendre en compte une période d'inactivité liée à l'éducation de ses enfants.

Dès lors, l'article L351-4 du code de la sécurité sociale peut être considéré comme incompatible avec les stipulations de l'article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme, ainsi qu'en a d'ailleurs jugé la Cour de cassation dans un arrêt du 21 décembre 2006, reconnaissant le caractère discriminatoire d'une telle exclusion.

Conformément à l'article 13 de la loi portant création de la haute autorité et à la demande du réclamant, la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité présentera ses observations devant la juridiction saisie.

Le Président

Louis SCHWEITZER